

**Réponse initiale de la FETBB à la crise du Covid-19**

**Motion au Comité exécutif de la FETBB**

La crise du Covid 19 s’est transformée en crise sanitaire européenne et mondiale. La plupart des pays pratiquent un certain type de confinement ou sont en « lockdown » complet. La crise risque de se muer en crise sociale et économique profonde, tandis que le débat sur les mesures pour gérer la crise et « l’après-crise » prend une teinte de plus en plus politique. La FETBB appelle à un changement de paradigme basé sur un Green Deal social pour l’UE : tant les infrastructures européennes que la transformation écologique et sociale de l’économie européenne nécessitent des investissements plus importants et plus soutenus. Aucun travailleur ne doit être laissé pour compte !

***La santé avant les profits !***

La priorité entre toutes, c’est la santé et la sécurité des travailleurs et de leurs familles, la santé de tous les citoyens.

La FETBB et ses organisations affiliées sont très préoccupées par le fait que de nombreux travailleurs dans nos secteurs :

* ne peuvent pas travailler depuis leur domicile ;
* ne peuvent pas satisfaire aux exigences liées à la distanciation sociale ;
* ne possèdent pas les équipements de protection nécessaires, des uniformes conçus de façon adéquate ou travaillent sur des sites où les installations hygiéniques et les systèmes d’évacuation sanitaire sont rudimentaires, voire absents, etc.
* sont des mères et des pères, et doivent s’occuper de leurs enfants ;
* sont détachés ou sont des travailleurs migrants, souvent obligés de vivre en groupe dans des logements très rudimentaires.

Les employeurs ont la responsabilité juridique de garantir la conformité avec les règles de santé et de sécurité. La FETBB insiste sur le fait que tous les lieux de travail soient soumis à une évaluation des risques détaillée avec la pleine participation des syndicats, et que des mesures, des procédures et la fourniture des équipements personnels de protection requis soient décidées et mises en œuvre. En particulier, sur les chantiers, le travail ne pourra continuer que si les règles d’hygiène et de distanciation sociale peuvent être strictement observées par tous les travailleurs. Il faut que cela puisse être garanti par des contrôles et des sanctions.

Dans cette crise sans précédent, les partenaires sociaux ont un rôle de premier plan à jouer. La FETBB a formulé des déclarations communes avec les fédérations patronales du secteur de la [construction](file:///C:\Users\Tom\AppData\Local\Packages\Microsoft.MicrosoftEdge_8wekyb3d8bbwe\TempState\Downloads\final%20EFBWW-FIEC%20COVID-19%20construction%2021%20April%202020%20(1).pdf) (FIEC) et des [secteurs du bois et de l’ameublement](file:///C:\Users\Tom\AppData\Local\Packages\Microsoft.MicrosoftEdge_8wekyb3d8bbwe\TempState\Downloads\COVID-19%20-%20joint%20recommendations%20for%20the%20Wood%20and%20Furniture%20-%20final%2024-04%20(1).pdf) (CEI-Bois, UEA, Efic, EPF et EOS) afin de demander des mesures adéquates aux niveaux national et européen.

Nombre de nos organisations affiliées sont parvenues à conclure des accords spécifiques afin de permettre la poursuite des activités industrielles en toute sécurité, dans le strict respect des mesures imposées. Lorsque ce n’était pas possible, elles se sont mises d’accord sur des mesures de chômage temporaire en cas d’arrêt temporaire, complet ou partiel des activités. Une vue d’ensemble des mesures dans nos secteurs est consultable sur le [site internet de la FETBB](https://www.efbww.eu/publications-and-downloads/press-releases/covid-19-efbww-info-from-and-for-efbww-affiliates/481-a).

Les institutions européennes et chaque pays préparent actuellement leur stratégie de sortie. La FETBB demande un plan progressif, prudent, coordonné et tourné vers l’avenir, protégeant pleinement les travailleurs et minimisant la poursuite de la propagation du virus alors que les travailleurs retournent au travail. Pour y parvenir, nous avons besoin d’une approche sectorielle, qui tienne compte des différentes réalités, ainsi que des nécessités liées au genre. Les syndicats doivent être activement impliqués dans toutes les discussions et dans la mise en application de toute stratégie de sortie.

***Répondre aux besoins économiques urgents des travailleurs et des entreprises !***

Les industries de la construction, des matériaux de construction, du bois et de la sylviculture sont durement touchées par la crise partout en Europe. Dans certains pays, nos industries sont à l’arrêt total. Il n’existe pas de chiffres sur la situation particulière des travailleuses.

En concertation avec les fédérations patronales européennes de nos secteurs, la FETBB a demandé que les autorités nationales et européennes prennent toutes les mesures nécessaires pour absorber et maîtriser les conséquences sociales et économiques négatives de la crise du Covid-19.

La FETBB demande:

* que les autorités nationales et européennes garantissent un revenu décent à tous les travailleurs qui ne peuvent pas continuer le travail parce qu’ils sont malades ou parce que leur entreprise est fermée pour des raisons sanitaires, ou parce qu’ils prennent soin de leur famille ou de leurs enfants.
* que tous les travailleurs puissent bénéficier d’un accès sans restriction aux mesures de chômage temporaire.
* Afin d’éviter des conséquences excessivement négatives sur les revenus, la FETBB demande également que les autorités nationales s’efforcent de combler l’écart entre les salaires effectifs des travailleurs et les montants des allocations de chômage temporaire. Le nouvel instrument de [soutien temporaire à l’atténuation des risques de chômage en situation d’urgence](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_572) (SURE) constitue un pas important à cet égard. Aux côtés de la CES et de ses organisations affiliées, la FETBB fait du lobbying auprès des institutions de l’UE et des gouvernements nationaux pour soutenir l’instrument SURE et obtenir sa mise en application aussi rapidement que possible. Les mesures de chômage temporaire soutenues par SURE doivent couvrir toutes les catégories de travailleurs, y compris les catégories de travailleurs atypiques, indépendants et vulnérables, telles que les travailleurs précaires, non déclarés et migrants, et garantir une compensation de la perte de revenus aussi proche que possible de 100%.

La FETBB et ses organisations affiliées sont particulièrement préoccupées par le fait que de nombreux travailleurs de nos secteurs sont souvent employés par le biais de contrats précaires ; il s’agit notamment des travailleurs détachés, des (faux) indépendants, des travailleurs sous contrat « zéro-heures », des travailleurs intérimaires, des mini-emplois ou des travailleurs freelance. Les travailleurs qui n’ont pas le droit aux allocations de chômage temporaire doivent avoir accès à des mesures alternatives. Nous ne pouvons pas accepter qu’une quelconque catégorie de travailleurs soit exclue ou tombe dans un piège de la pauvreté.

La FETBB et les fédérations patronales européennes de nos industries ont demandé aux institutions européennes de s’engager avec elles dans un dialogue ouvert afin d’identifier et de mettre en œuvre des mesures appropriées qui permettront une relance rapide après la crise. Nous avons besoin d’investissements à long terme dans une transformation durable et équitable de l’économie, et dans des infrastructures vertes pour créer et conserver à long terme des emplois dans nos secteurs.

***Qui paiera la facture ?***

La FETBB se réjouit de la décision de la Commission européenne d’adopter une approche plus « souple » sur les questions liées aux aides d’État et aux mesures budgétaires et fiscales. La FETBB se réjouit également du plan d’aide financière de l’UE destiné aux pays européens durement touchés par l’épidémie du Covid-19, et du programme de crise SURE pour les régimes de chômage partiel. La FETBB demande que l’ensemble de ces mesures soit le prélude à une approche moins idéologique et plus sociale des matières économiques et budgétaires dans l’UE. Dans ce contexte, la FETBB demande un accord rapide sur le cadre financier pluriannuel (CFP), y compris un Fonds européen pour la relance, comme discuté au sein de l’Eurogroupe. Le CFP devrait être porté au minimum à 2% du PIB afin de financer des investissements sociaux inclusifs et verts dans l’ensemble du marché intérieur.

La réponse collective à la crise du Covid-19 a clairement montré les limites des solutions basées sur le marché en matière de santé publique et de besoins sociaux et économiques. Les pays dotés d’un système de santé publique perfectionné, de services publics efficaces et de systèmes de sécurité sociale et de protection sociale solides maîtrisent beaucoup mieux la crise du Covid-19. En parallèle, les répercussions catastrophiques des politiques d’austérité menées dans des pays comme la Grèce, l’Italie et l’Espagne devraient à présent être évidentes pour tout le monde.

La FETBB appelle à un renforcement des systèmes de sécurité sociale et de protection sociale dans tous les États membres. Entreprises et actionnaires doivent s’acquitter de toutes les taxes exigibles et de toutes les cotisations de sécurité sociale nécessaires pour financer des services publics de haute qualité, dont nous n’avons pas besoin uniquement en période de crise. La FETBB continue d’insister sur une révision rapide et ambitieuse du règlement européen 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale afin de fournir une protection sociale décente aux travailleurs détachés et de lutter contre la fraude des entreprises qui ne paient pas (ou moins) de cotisations de sécurité sociale pour leurs travailleurs détachés. La FETBB demande la mise en œuvre intégrale de la recommandation du Conseil relative à l’accès des travailleurs salariés et non salariés à la protection sociale (2019/C 387/01) afin de garantir pleinement la protection sociale de tous les travailleurs.

La FETBB soutient la demande d’une stratégie d’investissement européenne de grande envergure et minutieusement planifiée pour relancer l’économie. Nous pensons que nos industries seront cruciales pour une relance économique rapide et qu’elles peuvent jouer un rôle clé dans la transition équitable vers une Europe neutre en carbone en 2050. Une stratégie de relance Covid-19 convenablement financée devrait être conçue comme l’instrument d’une transition équitable au bénéfice des travailleurs de toutes nos industries, en particulier ceux des secteurs à plus forte intensité énergétique.

La FETBB appelle les 1% les plus riches à apporter leur contribution, non pas à travers des œuvres de bienfaisance, mais en payant leur juste part. La FETBB soutient toutes les initiatives favorables à une fiscalité équitable et progressive, ainsi qu’à l’arrêt des pratiques actuelles d’évasion fiscale massive via des territoires d’outre-mer et d’autres paradis fiscaux. Les affaires des « Lux Leaks », des « Panama Papers », les fuites d’informations et les scandales « offshore » ont montré que des milliards d’euros quittent l’UE chaque année sans être taxés.

La FETBB appelle également les entreprises multinationales à payer leur juste part. La FETBB soutient sans réserve les demandes de ses organisations affiliées et des membres des comités d’entreprise européens aux actionnaires afin qu’ils fassent également un effort. Comme les membres du CEE de LafargeHolcim l’ont indiqué dans un courrier adressé à la direction centrale : « *Les entreprises et surtout les grands groupes doivent participer pleinement à la solidarité. Il ne serait ni raisonnable, ni responsable de la part des entreprises de verser des dividendes à leurs actionnaires comme si rien ne s’était passé* ».

Les femmes risquent d’être davantage exposées aux conséquences socio-économiques du Covid-19.

Une stratégie est nécessaire pour atténuer cet impact au niveau des genres.

***Une Europe forte, responsable et sociale pour nous guider hors de la crise !***

La FETBB et ses organisations affiliées regrettent vivement l’absence initiale de solidarité entre les États membres de l’UE face à une crise d’une telle ampleur. La crise du Covid-19 a mis en lumière un certain nombre de faiblesses et de failles de nos économies globalisées et du projet européen. Nous avons besoin d’une Europe plus forte, plus démocratique, plus responsable et plus sociale.

La FETBB et ses organisations affiliées contribueront à une telle réflexion à partir d’une perspective sectorielle.

Pour l’heure, la FETBB et ses organisations affiliées souhaitent attirer l’attention sur les points suivants, qui revêtent pour nous une importance particulière :

* La nécessité d’une nouvelle stratégie européenne de santé et de sécurité qui tienne compte des leçons apprises de la crise du Covid-19. La FETBB appelle à la mise en œuvre de normes SST communes dans l’UE, avec une attention particulière pour les réalités sectorielles et de genre pour la rigueur de leur mise en œuvre, de leur exécution et des sanctions, y compris les mesures d’hygiène et de distanciation sociale physique en période de pandémie.
* La dépendance excessive vis-à-vis des chaînes de valeur mondiales, internationales, et leur fragilité. La FETBB appelle de ses vœux une politique industrielle plus durable pour l’avenir, qui tienne notamment compte du grand nombre de travailleurs dans les PME de notre secteur.
* En réaction à la crise, plusieurs États membres de l’UE ont pris unilatéralement la décision de fermer leurs frontières. En pratique, la libre circulation des personnes et des services entre certains États membres a été suspendue. Cela montre toute la fragilité bien réelle du marché intérieur. A cet égard, la FETBB et ses organisations affiliées appellent à un marché intérieur équitable basé sur l’égalité de traitement de tous les travailleurs, sans aucun dumping social. Cela est d’autant plus important à l’heure où s’intensifie la propagande de mouvements et de partis politiques xénophobes contre la migration et la solidarité internationale, et favorables au protectionnisme et à l’isolement.
* Certains États membres de l’UE se servent de la crise sanitaire pour prendre des mesures de nature autoritaire et abolir chez eux des principes démocratiques fondamentaux. La FETBB invite les institutions européennes et les autres États membres à ne pas accepter ces développements au beau milieu de l’UE et à prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre la démocratie, les droits démocratiques des citoyens et les droits des travailleurs, y compris le droit à l’action collective.
* La précarisation croissante des marchés du travail européens, en particulier dans nos industries, comme l’atteste l’augmentation du nombre de travailleurs détachés, de faux indépendants, de personnes sous contrats « zéro-heures », sous contrats à la demande, de mini-emplois ou en freelance, dévoile l’aspect le plus épouvantable de cette crise. En ces temps difficiles, bon nombre de ces travailleurs ont été traités comme des biens périssables, et ont perdu leur travail et leur revenu du jour au lendemain sans (pratiquement) aucune protection sociale ou autre. Il est inacceptable que, dans nos économies développées, un nombre croissant de travailleurs soit laissé de côté. La FETBB appelle à un nouveau cadre européen pour des conditions de travail décentes et de haute qualité pour tous les travailleurs, avec une attention particulière pour la protection des travailleurs migrants. Le préalable à cela est la levée de toutes les « mesures exceptionnelles » prises au niveau national dans le contexte de la crise du Covid-19, qui affectent négativement les droits des travailleurs et des syndicats, et notamment de l’allongement de la durée du travail, de la facilitation des licenciements ou des restrictions sur le droit de grève.
* L’écart salarial persistant dans nos industries entre divers pays de l’UE et l’écart de rémunération entre les hommes et les femmes créent le sentiment qu’il y a des travailleurs européens de première et de deuxième classe. Cette situation sape également les fondements du marché unique. La FETBB soutient sans réserve la demande de ses organisations affiliées d’Europe centrale et d’Europe de l’Est pour des salaires décents et une convergence à la hausse des niveaux des salaires.
* Afin de souligner l’importance des partenaires sociaux et du dialogue social aux niveaux des entreprises, des secteurs et des pays pour trouver des solutions solides et durables dans la gestion des crises (urgentes et à court terme) et pour accompagner des changements plus profonds et plus orientés vers le long terme dans la société (p.ex. Industry 4.0, UE neutre en carbone), nous appelons l’Union européenne et les gouvernements nationaux à accroître les investissements tant dans le renforcement des capacités des partenaires sociaux sectoriels aux niveaux national et européen que dans d’autres soutiens du dialogue social.

***Plus de pouvoir syndical !***

Pour atteindre tout cela, nous avons besoin de davantage de pouvoir syndical. La FETBB continuera à élaborer des stratégies pour aider ses organisations affiliées à renforcer leur pouvoir de négociation collectif et leurs capacités de mobilisation. La stabilisation et l’augmentation du nombre de membres sont cruciales à cet égard. La FETBB continuera d’aider et de promouvoir la coopération entre ses organisations affiliées afin de raffermir le pouvoir syndical dans un contexte transfrontalier et européen. A cet égard, les comités d’entreprise européens au sein des entreprises multinationales sont un outil essentiel. Le temps est également venu d’inventer de nouvelles idées et de nouvelles façons de mettre en œuvre le principe de l’égalité de traitement des travailleurs.

***Conclusion : le "business as usual", c’est fini***

*La FETBB se réjouit de tous les efforts déployés pour gérer cette crise sanitaire et répondre aux besoins économiques les plus urgents des travailleurs et des entreprises. Aucun travailleur ne doit être laissé de côté ! La FETBB attend des gouvernements nationaux et des institutions européennes qu’ils mettent tout en œuvre pour épargner à l’Europe, et notamment aux secteurs de la construction et du bois, une profonde récession. Le Green Deal européen devrait être la pièce maîtresse d’une stratégie d’investissement européenne de grande envergure et minutieusement planifiée. Nous estimons que nos industries seront cruciales pour concourir à une transition équitable vers une Europe neutre en carbone en 2050. Dans ces débats, la FETBB prendra ses responsabilités en tant que fédération syndicale sectorielle européenne et en tant que partenaire social responsable.*

***Il doit être clair aux yeux de tous qu’après cette crise plus aucun retour au « business as usual » n’est possible. Il est temps de procéder à un changement de paradigme vers une rationalité économique basée sur un investissement durable pour la stabilité économique, l’égalité de genre et la cohésion sociale.***